

TABLE DES MATIERES

Liste des acronymes.....	2
I. INTRODUCTION.....	1
II. PARTICIPANTS À L'ATELIER.....	1
III. OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	3
IV. ACTES DE L'ATELIER	3
4.1. La cérémonie d'ouverture	3
4.2. L'avancement des travaux	5
4.3.Cérémonie de clôture	12
V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	12
VI. ANNEXES.....	13

Liste des acronymes

APE :	Associations de parents d'élèves
AME :	Associations de mères éducatrices
CCEB :	Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Education de Base
CERFODES :	Centre d'études, de recherche et de formation pour le développement économique et social
CEB :	Circonscription d'éducation de base
CN-EPT :	Coalition nationale pour l'Education pour Tous
COGES :	Comités de Gestion des Ecoles
CREDO :	Organisation chrétienne de secours et de développement
CVD :	Comité de développement du village
DGACEVS :	Direction Générale de l'Amélioration des Conditions d'Enseignement et de la Vie scolaire
DGESS :	Direction Générale des études et des statistiques sectorielles
DGENF :	Direction Générale de l'éducation non formelle
DGQEP :	Direction Générale de la qualité de l'enseignement préscolaire et primaire
DPEIEFG :	Direction de l'éducation inclusive, de l'éducation des filles et de la promotion du genre
DPEPPNF	Direction Provinciale de l'Education préscolaire, primaire et non formelle
DREPPNF	Direction Régionale de l'Education préscolaire, primaire et non formelle
DTICE :	Direction des technologies de l'Information et de la communication pour l'éducation
ED+ :	Education accélérée plus
FCV :	Fragilité, conflits et violence
FDC :	Faso-Action pour le développement communautaire
GPE-KIX :	Partenariat Mondial pour l'Education - Partage de Connaissances et d'Innovations
INSD :	Institut national de la Statistique et de la Démographie
MEBAPLN :	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales
ONG :	Organisation non Gouvernementale
OCADES :	Organisation catholique pour le Développement et la Solidarité
OOSCY :	Enfants et Jeunes hors Ecoles
PAAENS/BFA :	Projet d'Apprentissage accéléré pour les Enfants et Adolescents non scolarisés au Burkina Faso
PSDEBS :	Plan stratégique pour le Développement de l'Enseignement de Base et secondaire
SG :	Secrétariat général
SSA/P :	Stratégie de scolarisation accélérée / Passerelle
ST-ESU :	Secrétariat technique pour l'Education en Situations d'Urgence
SWEDD :	Projet d'autonomisation des Femmes et de Dividende démographique au Sahel
SWOT :	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
UNFPA :	Fonds des Nations unies pour la Population
HCR :	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF :	Fonds des Nations unies pour l'enfance

I. INTRODUCTION

Du 8 au 9 avril 2025, l'atelier d'analyse des parties prenantes et de co-construction du processus de recherche s'est tenu à Ouagadougou dans la salle de conférence de la Direction Générale de la Qualité de l'Enseignement Préscolaire et Primaire (DGQEP). Cet atelier, organisé par le Centre d'Etudes, de Recherche et de Formation pour le Développement Economique et Social (CERFODES), s'inscrit dans le cadre des activités du « *Promouvoir les solutions éducatives : recherche pour la mise à l'échelle des innovations éducatives dans les contextes d'urgence et les zones fragiles affectées par les conflits et la violence (FCV) au Burkina Faso, au Ghana et au Nigéria* » en encore dénommé projet " Education accéléré ED+ ". Il a réuni 42 participants dont 12 femmes issus des structures du ministère en charge de l'éducation aux niveaux central et déconcentré, de la société civile et des organisations partenaires promouvant des alternatives éducatives communément appelées "innovateurs". Au niveau déconcentré, des représentants des régions du Sahel, du Centre-Est et du Centre-Sud couvertes par la recherche étaient présents. La liste des participants se trouve à l'**annexe 2**.

II. PARTICIPANTS À L'ATELIER

L'atelier a réuni trois (03) catégories de participants dont (i) les représentants du ministère en charge de l'éducation au niveau central, (ii) les représentants du ministère en charge de l'éducation au niveau régional tels que la direction et les partenaires techniques et financiers.

Les représentants du ministère de l'éducation au niveau central étaient les suivants :

- **le cabinet ou le secrétariat général du ministère de l'éducation de base, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MEBAPLN)**, responsable de l'orientation et de la prise de décision en matière de politique d'éducation de base ;
- **la Direction générale des études sectorielles et des statistiques (DGESS)**, chargée de la collecte, de la centralisation, du traitement et de l'analyse des données statistiques relatives aux activités du MEBAPLN ;
- **la Direction de la stratégie de scolarisation accélérée/Passerelle (D-SSA/ P)**, chargée d'élaborer les curricula de la SSA/P, de coordonner et de suivre la mise en œuvre des stratégies de scolarisation accélérée, et de créer et gérer les centres SSA/P.
- **la Direction générale de l'éducation non formelle (DGENF)**, chargée de l'élaboration, de la coordination et du suivi des politiques et programmes d'éducation non formelle au Burkina Faso, en mettant l'accent sur l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour les jeunes et les adultes en dehors du système scolaire formel, y compris l'alphabétisation, la formation professionnelle et le développement des compétences nécessaires à la vie courante.
- **la Direction des Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Education (DTICE)**, chargée de développer et de mettre en œuvre des stratégies pédagogiques utilisant les technologies de l'information et de la communication, notamment par la production et la diffusion de programmes éducatifs destinés à la communauté éducative.
- **la Direction générale de la Qualité de l'Enseignement primaire (DGQEP)**, chargée d'améliorer le système d'éducation formelle en supervisant la réforme des programmes et l'évaluation des manuels scolaires, dans le but de fournir des outils pédagogiques

appropriés aux enseignants et aux élèves, sur la base de l'approche pédagogique intégratrice (API).

- **la Direction de la Promotion de l'Education inclusive, de l'Education des Filles et du Genre (DPEIEFG)**, chargée de promouvoir l'égalité des chances, l'équité et l'éducation inclusive dans les structures primaires et non formelles, ainsi que de coordonner les stratégies visant à soutenir le maintien et la réussite des filles, des enfants handicapés et des personnes vulnérables dans ces contextes éducatifs.
- Le **Secrétariat technique pour l'Education en Situation d'Urgence (ST-ESU)**, chargé de mettre en œuvre des approches éducatives et alternatives adaptées aux contextes d'urgence, ainsi que d'apporter un soutien psychosocial et socio-émotionnel au personnel, aux enseignants et aux élèves affectés par de telles situations ;
- **le Projet d'apprentissage accéléré pour les enfants et adolescents non scolarisés au Burkina Faso (PAAENS/BFA)**, un projet lancé par le gouvernement pour la mise à l'échelle de la SSA/P au Burkina Faso ;

Les représentants du ministère de l'éducation au niveau déconcentré comprenaient :

- **Les directions régionales de l'éducation préscolaire, primaire et non formelle du Centre-Est, du Centre-Sud et du Sahel**, qui sont chargées de développer l'éducation primaire et non formelle au niveau régional, d'encadrer, de coordonner et de suivre les activités des directions provinciales, de promouvoir les technologies de l'information et de la communication dans l'éducation et d'assurer la formation initiale et continue des personnels de l'éducation de base.

Les partenaires techniques et financiers étaient les suivants :

- **la Fondation Stromme**, qui a initié la stratégie de scolarisation accélérée/Passerelle (SSA/P) ;
- **L'UNICEF**, un acteur clé de l'éducation dans les situations d'urgence, de l'éducation accélérée avec le programme d'éducation par radio et de l'éducation inclusive et axée sur les filles au Burkina Faso.
- Le **HCR**, qui soutient l'éducation d'urgence pour les enfants réfugiés et/ou déplacés à l'intérieur du pays ;
- **Le Cadre de concertation des ONG et associations actives dans l'éducation de base (CCEB) au Burkina Faso**, une organisation de la société civile engagée dans le plaidoyer pour l'éducation inclusive au Burkina Faso.

Suite à l'atelier des parties prenantes au niveau national, le CERFODES a initié des visites de terrain afin d'impliquer les parties prenantes l'éducation au niveau local. La première tournée menée du 29 au 30 avril 2025, a concerné la région Centre-Sud où l'équipe a tenu des rencontres avec plus de vingt (20) parties prenantes dont le gouverneur de la région Centre-Sud, les chefs de Circonscription d'éducation de base de la province du Zoundweogo (Manga) et du Pô Nahouri (Pô). Cette visite a permis à l'équipe de constater l'existence de quelques expériences d'innovations telles que le programme d'éducation par la radio (par UNICEF), les programmes d'éducation axé sur les filles (par UNICEF) et les programmes de formation à l'apprentissage socio-émotionnel (par ST-ESU). Cette visite a également permis à l'équipe de préparer le terrain pour les activités de collecte de données à venir.

Le deuxième volet de cette visite de terrain, qui doit encore être planifié, concerne la région Centre Est et sera effectué dans les semaines à venir.

III. OBJECTIFS DE L'ATELIER

L'objectif global de l'atelier était de réunir les différents acteurs de la recherche au Burkina Faso pour co-construire un processus de collaboration visant à atteindre les objectifs de la recherche. Cela a permis d'analyser les acteurs impliqués et de développer un cadre de recherche structuré afin d'assurer une mise en œuvre efficace du projet " Education accéléré ED+ " .

Plus précisément, l'atelier visait à

- permettre à toutes les parties prenantes de s'appropriier le projet de recherche ;
- analyser les principales parties prenantes, en identifiant le rôle, les attentes et le niveau d'influence de chacune d'entre elles ;
- définir le cadre de l'engagement de chaque partie prenante ;
- définir des localités par province (Séno, Oudalan, Boulgou, Kouritenga, Nahouri, Zoundwéogo) pour mener des activités de recherche ;
- identifier les acteurs de la recherche au niveau de chaque localité/municipalité ;
- formuler, sur la base de l'analyse des objectifs et des résultats attendus présentés, des recommandations pour améliorer le processus préconisé par le consortium dans le contexte actuel de mise en œuvre des innovations sélectionnées au Burkina Faso. Il s'agit des innovations SSA/P, des innovations menées par SWEDD dans le cadre de l'éducation des filles, du genre et de l'inclusion, de l'éducation par la radio avec l'appui de l'UNICEF, des initiatives d'appui psychosocial aux apprenants et enseignants affectés par la fragilité, les conflits et les violences.

IV. ACTES DE L'ATELIER

L'atelier a été marqué par trois temps forts, à savoir la cérémonie d'ouverture, la phase des travaux et la cérémonie de clôture.

JOUR 1 : Cérémonie d'ouverture, présentations et travaux de groupe

4.1. La cérémonie d'ouverture



La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Directeur Général des Etudes Sectorielles et des Statistiques (DGESS) du Ministère en charge de l'Education de Base, représentant le Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales (SG/MEBAPLN). Etaient présents à ses côtés le Directeur Général du CERFODES, le Directeur Général de l'Education Non Formelle (DGENF), le consultant spécialiste en Education Accélérée et le point focal du projet Education Accélérée ED+ .

La cérémonie a comporté deux discours :

- propos introductifs du DG du CERFODES, directeur du projet de recherche au Burkina Faso ;
- remarques préliminaires représentant du SG/MEBAPLN

Au début de son intervention, le directeur a souhaité la bienvenue aux différents participants et s'est félicité de la tenue d'un atelier consacré à l'analyse des acteurs de la recherche ***"Promouvoir des solutions éducatives : recherche pour la mise à l'échelle des innovations éducatives dans les contextes d'urgence et les zones fragiles affectées par les conflits et la violence au Burkina Faso, au Ghana et au Nigéria"***.

Il a ensuite indiqué que le projet de recherche vise à explorer, évaluer et soutenir la mise à l'échelle d'innovations éducatives éprouvées dans des contextes de crise. Pour ce faire, plusieurs objectifs clés ont été définis, notamment

1. Identifier et évaluer les innovations qui permettront d'analyser des stratégies telles que la scolarisation accélérée, l'éducation par radio et les programmes visant à inclure les filles, y compris leur efficacité et leur capacité à être mis à l'échelle ;
2. Renforcer les capacités des enseignants et des éducateurs en matière d'apprentissage socio-émotionnel et d'approches de rétention afin de créer un apprentissage plus inclusif et plus favorable ;
3. Collecter des données factuelles pour éclairer les politiques éducatives.

Exposant les immenses défis auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs des pays couverts par le projet, en particulier dans les zones touchées par les conflits et la violence, le directeur a indiqué que le projet est une réponse proactive appropriée pour assurer une éducation de qualité aux enfants, quel que soit leur contexte. Par ailleurs, il a également abordé les défis de la mise en œuvre du projet, à savoir : i) l'engagement des parties prenantes, ii) le contexte sécuritaire et iii) la mobilisation des ressources pour la mise à l'échelle, qui nécessitent tous une synergie d'action, de la flexibilité et des résultats probants.

Tout en précisant que la méthodologie de recherche est basée sur une approche rigoureuse combinant des méthodes qualitatives et quantitatives, le directeur de recherche a noté que la première année de la recherche sera consacrée à la réalisation d'une analyse situationnelle afin d'évaluer les contextes locaux et d'identifier les besoins spécifiques des enfants et des jeunes hors école (OOSCY). Le consortium s'est donc engagé à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements, les innovateurs, la société civile et les éducateurs. Cette approche, qui comprend des engagements avec des groupes de travail et des acteurs clés de l'éducation, garantira que les solutions développées sont efficaces et adaptées aux réalités locales.

Le directeur du CERFODES a assuré les participants qu'une stratégie de mobilisation des connaissances a été développée, ainsi qu'un plan de diffusion des résultats de la recherche dans

le but d'orienter les politiques éducatives et d'améliorer les pratiques. En conclusion, il a remercié tous les participants pour leur engagement et leur a demandé de participer activement aux discussions.

Après le DG du CERFODES, le représentant du SG/MEBAPLN a prononcé son discours d'ouverture. Il a souligné que l'atelier reflète également le lancement officiel de la recherche au Burkina Faso et a ensuite félicité le CERFODES pour avoir fait partie du consortium sélectionné sur parmi plus de 500 candidats qui ont postulé pour mettre en œuvre cette recherche lancée par le Partenariat mondial pour l'éducation à travers son programme "*Knowledge and Innovation Exchange (KIX)*"

Le Secrétaire général a également salué cette initiative qui contribue à construire une nouvelle dynamique pour répondre aux besoins éducatifs pressants des populations affectées par la situation sécuritaire. Il a indiqué que la remise en question des innovations adoptées est plus que jamais nécessaire afin d'obtenir des éléments factuels susceptibles d'influencer les politiques et les pratiques d'enseignement/apprentissage.

Il a noté que cette recherche-action s'inscrit dans la vision du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2017-2030 : "un système éducatif démocratique, performant, inclusif et ouvert, développant les compétences et l'expertise nécessaires et suffisantes pour le développement socio-économique du Burkina Faso".

Il rappelle que la mise en œuvre du projet Education Accélérée ED+ intervient dans un contexte marqué par la résilience de la communauté éducative burkinabè, dont les mérites doivent être reconnus et valorisés par des preuves indéniables démontrées à travers les innovations retenues. En termes de recommandations issues de cette étude, il indique que le Ministère en charge de l'éducation de base attend une capitalisation de ces preuves en vue de les dupliquer partout où cela s'avère nécessaire.

Tout en évoquant la pertinence de la recherche-action, qui offre l'opportunité de capitaliser les expériences réussies pour les magnifier dans les politiques éducatives, il a invité toutes les parties prenantes à s'engager résolument dans sa réussite.

Enfin, le représentant du SG/MEBAPLN a souhaité aux participants une excellente séance de travail avant de déclarer le lancement au Burkina Faso de la recherche et d'ouvrir l'atelier d'analyse des parties prenantes.

La cérémonie d'ouverture s'est terminée par une photo de groupe et des interviews avec les médias.

4.2. Le déroulement des travaux

Après la cérémonie d'ouverture, Madame Catherine KABORE de l'équipe de recherche a présenté les objectifs de l'atelier ainsi que l'ordre du jour de l'atelier qui a été adopté par les participants. Un bureau de trois (03) membres a été mis en place pour diriger les travaux. Ce bureau est composé comme suit :

- M. Wendemi Sylvain OUEDRAOGO, Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles du MEBAPLN (Président - Modérateur) ;
- Dr. YARO Yacouba, Directeur Général du CERFODES (Vice-Président) -
- Mme Kadisso NACAMBO, Membre de l'équipe de recherche, (rapporteur).

Sous la conduite du modérateur, les présentations des participants ont été faites avant le début des travaux proprement dits. Les travaux ont débuté par la première communication, relative à la présentation du projet éducation accélérée ED+ par le Point Focal du projet, M. Etienne BAZONGO. Il a passé en revue le contexte, les objectifs, les résultats attendus, les innovations sélectionnées, les questions de recherche, la méthodologie, les partenariats et collaborations à établir, les zones d'intervention et les différents acteurs rencontrés au Burkina Faso à ce jour. Suite à sa présentation, les participants ont fait des commentaires et ont noté quelques inquiétudes concernant principalement :

- le besoin d'informations complémentaires sur le projet (source de financement, coût du projet, partenaires de mise en œuvre du projet dans d'autres pays, etc ;)
- les risques liés à la mise en œuvre du projet et les mesures visant à atténuer ces risques ;
- des détails sur l'approche méthodologique ;
- l'implication des parties prenantes ;
- la prise en compte des dispositions nécessaires pour assurer la participation effective des acteurs du Sahel au regard du contexte spécifique de la région.

Les préoccupations susmentionnées ont été prises en compte.

Il a été précisé que le projet Education Accélérée ED+ est financé par le GPE-KIX et le CRDI à hauteur 1 000 000 \$ pour le consortium, composé du CERFODES au Burkina Faso, de AFC au Ghana et du CSEA au Nigéria.

En ce qui concerne les risques, le principal est le risque de sécurité et les mesures d'atténuation comprennent l'implication d'un agent de sécurité dans l'équipe de recherche, ainsi que la collaboration avec le gouvernement, les agences des Nations unies et les communautés.

Le communicateur a rassuré les participants sur le fait que les communautés joueront un rôle clé dans cette recherche. En effet, l'approche de mise à l'échelle adoptée par le projet est une approche soutenue par les communautés pour assurer l'adoption et la durabilité des innovations sélectionnées.

Après les discussions sur la première communication, une deuxième communication a été faite par le chef de l'équipe de recherche au Burkina Faso, le Dr YARO Yacouba. Il a commencé sa communication en clarifiant le concept de la théorie du changement (TdC), désignée comme une approche méthodologique utilisée pour planifier, exécuter et évaluer les résultats ou les changements obtenus. Il a ensuite défini la méthodologie de la TdC qui, selon lui, est basée sur une approche structurée et participative, permettant de définir et d'articuler la manière dont une intervention conduira au changement souhaité. Enfin, il a présenté la théorie du changement du projet en termes d'identification du problème à traiter, des activités, des résultats et de l'impact attendu au cours des deux années de mise en œuvre. Il a noté que le cahier des charges favorise également l'engagement des parties prenantes, ce qui est essentiel pour garantir le succès et la durabilité des initiatives.

Suite à cette présentation, des contributions ont été faites et des inquiétudes ont été soulevées sur le lien entre les TdC qui sont basés sur une logique théorique et la pratique ; et sur le besoin d'un projet participatif qui intègre la réalité des communautés.

Le présentateur a clarifié les termes de référence et a souligné la nécessité pratique de définir clairement des indicateurs SMART et d'utiliser le cadre de mesure de la performance pour

mieux comprendre les résultats. Des exemples d'indicateurs de sécurité ont permis au présentateur d'étayer ses remarques.

La troisième présentation a été faite par **M. Malik Traore et M. Prosper Kounou**, les experts du projet en matière de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. Elle s'est concentrée sur les indicateurs clés de performance pour la recherche dans les trois pays. Les 41 indicateurs et leurs définitions ont été passés en revue.

Suite à cette communication, les intervenants ont soulevé quelques inquiétudes et formulé des recommandations pour améliorer la qualité des indicateurs. Ils ont souligné :

- **la précision de certains indicateurs afin de répondre aux critères SMART ;**
- **l'adaptation des indicateurs au contexte burkinabé ;**
- **l'alignement des indicateurs de recherche sur les indicateurs actuels au Burkina Faso ;**
- **la prise en compte du statut (déplacé interne et hôte) et du handicap dans la ventilation de certains indicateurs ;**
- **la prise en compte des clubs scolaires spécifiés par sexe (filles et garçons) au lieu des clubs de filles et des clubs de garçons pour respecter l'esprit de genre.**

Les participants ont également proposé l'intégration de nouveaux indicateurs relatifs à :

- **la disponibilité des chaînes de radio ;**
- **le nombre de clubs d'écoute par localité ;**
- **l'impact du SEL (*apprentissage socio-émotionnel*) ;**
- **former les filles à la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) ;**
- **l'existence de latrines adaptées à la GHM;**

- **le suivi des apprenants.**

Les communicateurs ont indiqué que la finalisation des indicateurs est en cours et se poursuivra dans les comités qui seront mis en place avec les parties prenantes dans le cadre du projet.

Après les communications, trois (03) groupes de travail ont été constitués, à savoir

- Le groupe 1, composé de participants issus des structures gouvernementales au niveau central ;
- Le groupe 2, composé de participants issus de structures gouvernementales au niveau décentralisé ;
- Le groupe 3, composé d'innovateurs et de partenaires.

Ces groupes ont mené des travaux pratiques sur **l'identification des rôles, de la stratégie d'engagement et des attentes de chaque partie prenante**. Ce travail de groupe a conclu les activités de la première journée de l'atelier.



Photos des travaux de groupe

JOUR 2 : Travaux de groupe, présentations et cérémonie de clôture

La deuxième journée de travail a commencé par la présentation des résultats des travaux de la veille. Un responsable de chaque groupe a présenté les résultats, suivis de discussions. Dans l'ensemble, tous les acteurs présents ont montré un engagement favorable avec une définition claire des rôles à assurer dans le processus de recherche. Ainsi, les acteurs, selon leurs domaines, se sont engagés à offrir à CERFODES différents types d'appui, notamment technique, financier, logistique, etc. **(voir les rôles de chaque structure détaillée dans l'annexe 1)**. Le directeur du CERFODES a félicité les parties prenantes et a exprimé sa gratitude pour tous les engagements.

En ce qui concerne les attentes et les préoccupations, nous notons entre autres l'implication effective de toutes les parties prenantes, des mises à jour périodiques sur les progrès de la recherche, un soutien institutionnel aux structures gouvernementales centrales et décentralisées, et une mise à l'échelle effective des innovations sélectionnées.

Tableau 1: Attentes et préoccupations des participants

Parties prenantes		Attentes	Préoccupations
1	Cabinet / Secrétariat général et directions centrales du MEBAPLN	<ul style="list-style-type: none"> Participation à l'ensemble du processus de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> Appui institutionnel (renforcement des capacités, acquisition d'équipements) Respect des textes réglementaires pour la mise en œuvre du projet Mise à l'échelle efficace des alternatives sélectionnées Participation efficace des parties prenantes
2	Directions régionales et provinciales du	<ul style="list-style-type: none"> Participation effective au processus Mise en place d'un système de communication viable Appropriation des résultats du projet Prise en compte de la situation sécuritaire Un soutien institutionnel important Désignation d'un point focal SSAP Mise à l'échelle des innovations testées 	<ul style="list-style-type: none"> L'évolution de la situation sécuritaire (accessibilité, protection, etc.) Respecter le calendrier des activités
3	Les parties prenantes au niveau communautaire : <ul style="list-style-type: none"> CEB CVD, APE, AME, COGES Chefs de village, chefs religieux, 	<ul style="list-style-type: none"> Participation effective au processus Mise en place d'un système de communication viable Appropriation des résultats du projet Prise en compte de la situation sécuritaire Un soutien institutionnel important 	<ul style="list-style-type: none"> L'évolution de la situation sécuritaire (accessibilité, protection, etc.)
	<ul style="list-style-type: none"> Fondation Strømme HCR UNICEF CCEB CN-EPT 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour périodique des progrès (journal) Régulièrement informés de la procédure Implication si nécessaire : Réunions virtuelles autant que possible 	<ul style="list-style-type: none"> Impliquer les communautés tout au long du processus Prendre en compte les besoins et les attentes des communautés Responsabilité (communautés, partenaires, etc.)

Suite aux discussions, **des recommandations ont été faites pour faciliter la conduite de la recherche en identifiant un point focal dans chaque structure régionale responsable de l'éducation de base, et en plaidant pour un appui à la mise à l'échelle par les partenaires.** Le CERFODES a précisé que le projet Education Accélérée ED+ ne comporte pas de composante d'appui institutionnel ou matériel. Cependant, à travers ses activités, le projet renforcera les capacités de ses partenaires de mise en œuvre.

Suite aux discussions sur ce premier travail de groupe, d'autres travaux de groupe se sont poursuivis par région afin d'identifier des localités dans les provinces déjà sélectionnées pour

la recherche. Cependant, il a été convenu qu'une consultation à la base pour la réalisation de cette activité était nécessaire et les différents directeurs régionaux feront ultérieurement des propositions au CERFODES. **Les discussions ont déjà montré que, compte tenu de la disponibilité des innovations, les provinces sélectionnées comme provinces de contrôle et d'intervention au Sahel peuvent être retenues. Dans le Centre-Est, la province témoin pourrait devenir la province d'intervention et la province d'intervention deviendrait la province témoin. Dans le Centre Sud, une mission conjointe du CERFODES et du ministère est nécessaire pour déterminer les localités.**

Cependant, si des changements opérationnels interviennent et affectent le choix des provinces d'intervention et de contrôle, le CERFODES en informera l'AfC afin que les bailleurs de fonds (GPE-KIX et CRDI) et le consortium soient tenus au courant.

Après cette session, le directeur de recherche a animé une session sur les défis liés à la mise en œuvre des innovations sur le terrain. Il est important de souligner que le défi est une situation, un contexte ou une réalité qui nécessite des efforts, des compétences, des stratégies et des résolutions de la part de toutes les parties prenantes pour être surmonté. Cependant, certains défis sont souvent perçus comme des difficultés, si l'on considère qu'une difficulté se réfère à une situation qui pose des obstacles ou des problèmes, rendant une tâche plus complexe ou moins accessible. En résumé, le tableau suivant présente les défis énumérés par les différentes parties prenantes.

Tableau1 : Identification des défis par les parties prenantes

Parties	Défis sociaux	Défis éducatifs prenantes	Autres défis contextuels
Région Centre-Est		-continuité de l'éducation -adaptation du contenu de l'enseignement à l'environnement - le manque de salles de classe	- Le défi de la sécurité
Région du Sahel	- Défi lié à la persistance des mariages d'enfants, en l'occurrence de petites filles - Défi de la grossesse chez l'enfant	- Formation des enseignants - Problèmes d'infrastructure/insuffisance des salles de classe - Défi de recrutement des apprenants - Défi de l'alimentation de l'apprenant - Forte demande de SSA/P à Dori et Gorom-Gorom - Défi du suivi de l'apprenant	-Le défi de la sécurité -Défi de l'adaptation du message à l'environnement - Mobilité des enfants (Commencer l'apprentissage ici aujourd'hui et se retrouver demain dans un autre lieu)
Région Centre-Sud		- Le défi du décrochage scolaire - Défi en classe - Défi de l'équipement - Le défi de la grande mobilité des enseignants	- Le défi de la sécurité - Défi financier
Innovateurs / gouvernement au niveau central		- Défi pour l'achèvement de la numérisation des contenus SSAP pour PEDRI (programme d'apprentissage à distance par radio et internet)	- Le défi de la sécurité - Défi financier - Le défi du maillage territorial pour la mise en place des centres SSAP

		<ul style="list-style-type: none"> - Défi lié à la production, test et diffusion des contenu pour le PEDRI (essai de production et diffusion) - Défi du suivi de l'apprenant - Défi du non-respect des normes au niveau du SSA/P en raison de la forte demande qui fait que les classes dépassent les 30 enfants. - Défi de rétention et de suivi post transfert - Défi de l'adaptation régulière avec des programmes d'apprentissage au niveau national et différentes innovations en termes de genre, d'inclusion, etc. - Défi de la consultation entre les parties prenantes de la SSA/P - Mouvement pendulaire (il s'agit du déplacement des apprenants de leur lieu d'origine vers un autre lieu plus sûr, puis de ce dernier vers un autre lieu (y compris le retour à leur lieu d'origine)). - La distance entre les centres SSA/P et les apprenants - Migration transfrontalière des apprenants - Le défi de la collaboration pour les acteurs du SSA/P 	
--	--	---	--

L'identification des défis a clôturé l'atelier par la cérémonie de clôture.

4.3.Cérémonie de clôture



Photo 2: Photo de famille lors de la clôture

La cérémonie de clôture de l'atelier a été présidée par le Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (SG/MEBAPLN). Il était assisté du Directeur Général du CERFODES, de la DGESS/MEBAPLN, du Consultant Spécialiste en Education Accélérée et du point focal du projet Education Accélérée ED+ . Le rapporteur général, Mme NACAMBO Kadisso, a résumé les travaux de l'atelier et le SG/MEBAPLN a fait quelques remarques finales avant que l'atelier ne se termine par une photo de groupe.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans l'ensemble, l'analyse des parties prenantes et l'atelier de co- construction pour le processus de recherche ont atteint leurs objectifs. Les discussions ont été très participatives. Outre l'identification de leurs rôles et de leurs attentes, et la démonstration d'un engagement positif envers le projet, les parties prenantes ont apporté des contributions et des suggestions précieuses pour la mise en œuvre réussie du projet de recherche. Les principales recommandations de l'atelier sont les suivantes

1. Mettre en place un organe de plaidoyer au niveau national pour demander un soutien efficace au CRDI et au GPE-KIX pour la mise en œuvre des recommandations issues de la recherche ;
2. Désigner un point focal au niveau régional pour les innovations sélectionnées, qui sera l'interface entre le projet et les partenaires sur le terrain ;
3. Organiser des réunions virtuelles avec les principales parties prenantes.

VI. ANNEXES

Annexe 1 : Rôles des parties prenantes et stratégies d'engagement

Numéro	Parties prenantes	Rôles à jouer dans le processus de recherche	Engagement	Stratégie d'engagement souhaitée	Cadre et outils souhaités
1	Cabinet/Secrétariat général et direction centrale du MEBAPLN	Avis et décisions pour la mise en œuvre des activités du projet	Favorable	- Partage d'informations, collaboration, Partenariat, diffusion des résultats de la recherche,	<ul style="list-style-type: none"> • Plates-formes de collaboration, • Réunions régulières, • Groupes de travail, • Comité technique, • Ateliers, • Notes d'orientation
2	Directions régionales et provinciales du MEBAPLN	<ul style="list-style-type: none"> - Diffuser les informations relatives à la mise en œuvre du projet - Faciliter l'accès à l'information et la collecte de données statistiques dans le cadre du projet - Guide pour le choix des zones d'intervention - Participer au processus de suivi et d'évaluation et à la diffusion des résultats de l'enquête - Faciliter l'organisation de cadres d'échange ou de renforcement des capacités - Mobiliser les instances et les partenaires de la région (ONG/AD, leaders d'opinion et acteurs de l'éducation) - Assurer l'établissement de rapports sur la mise en œuvre - Partager, en tant que de besoin, les informations relatives à l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention 	- Favorable	<ul style="list-style-type: none"> • Partage de l'information • Sensibilisation • Partenariat • Défense des intérêts • Diffusion des résultats de la recherche 	<ul style="list-style-type: none"> • Dossiers politiques • Rapports • Comité de pilotage • Ateliers • Réunions régulières • Cadre de consultation

3	Circonscription d'éducation de Base (CEB), écoles, CSSA/P) Chefs de file communautaires	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les communautés bénéficiaires au soutien du projet - Mobiliser les corps constitués, les partenaires (ONG/Associations, leaders d'opinion et acteurs de l'éducation) de la commune - Collecter, traiter et transmettre à la hiérarchie des données relatives à la mise en œuvre du projet - Assurer un suivi étroit de la mise en œuvre du projet - Partager, en tant que de besoin, les informations relatives à l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones d'intervention 	- Favorable		
4	Partenaires techniques et financiers : Fondation Stromme HCR UNICEF CCEB CN-EPT	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien technique (recenseur communautaire pour la collecte de données) - Introduction à la mission - Soutien financier¹ Mobilisation, - Soutien logistique² - Sensibilisation - Défense des intérêts 	- Favorable	<ul style="list-style-type: none"> - Partager l'information, - Sensibilisation, - Consultation, - Collaboration, Partenariat, -Co-décision, - Défense des intérêts, la diffusion des recherche 	Plates-formes de collaboration, Réunions régulières, Groupes de travail, Comité technique, Comité de pilotage, Ateliers, rapports, Notes d'orientation

¹ L'UNICEF a promis d'apporter un soutien financier à certaines activités de la recherche.

² Le HCR a promis d'apporter son soutien en fournissant un moyen de transport (Fly) pour se rendre sur le terrain si nécessaire.

Annexe 2 : Liste des participants

N°	Nom complet	Genre	Organisation
01	SAWADOGO/OUEDRAOGO Marguerite	Femme	DGENF/D-SSA/P
02	SORE Guiblewéogo Kadidjatou	Femme	DGQEP/DTICE
03	SILGA B.	Homme	DREPPNF(Centre-Est)
04	TAMINI D. Franch	Homme	UNICEF
05	CONGO Adama	Homme	DREPPNF(Centre-Sud)
06	YARO K. Yacouba	Homme	CERFODES
07	TAGNABOU D. Ouédan Jean Noël	Homme	DGENF
08	OUEDRAOGO W. Sylvain	Homme	DGESS
09	ILBOUDO Oumarou	Homme	CCEB-BF
10	NACAMBO Kadiisso	Femme	CERFODES
11	NIKEIMA P. Germain	Homme	DGQEP/DTICE
12	OUEDRAOGO Abdoulaye	Homme	PAAEMS/BFA
13	SOME Lewa Koffi	Homme	Fondation Stromme
14	OUEDRAOGO Moussa	Homme	Consultant
15	YARA Salam	Homme	Invité
16	TRAORÉ Malik	Homme	CERFODES
17	DIARRA Amadou	Homme	CERFODES
18	KIEMA/WUBDA P. Michaeline	Femme	DCPP/DGESS/MEBAPLN
19	MAIGA Ousseini Moukaylou	Homme	DPEPPNF/ Oudalan
20	SANOU G. Michel	Homme	DPEPPNF/ SENO
21	KANE Halidou	Homme	ST-ESU
22	SAWADOGO T. Edmond	Homme	CERFODES
23	KOUNOU Prosper	Homme	CERFODES
24	NDILBE M. Stéphanie	Femme	CERFODES

25	BAZONGO Etienne	Homme	CERFODES
26	OUEDRAOGO T.Aboubacar	Homme	CERFODES
27	TARNAGDA Kadidja	Femme	CERFODES
28	OUEDRAOGO Biba	Femme	CERFODES
29	KONDOMBO Steve Joël	Homme	CERFODES
30	KABORE/SAWADOGO Catherine	Femme	CERFODES
31	SAMBARE/SIDIBE Indatou	Femme	DPEIEFG
32	DIKOUDOGO Marc	Homme	MC-DCRP
33	ZOUNDI Témilé	Homme	DPEIEFG
34	KABORE Amado	Homme	CNEPT/BF
35	NANA Alima	Femme	CERFODES
36	SAWADOGO Cyprien	Homme	HCR
37	KABORE/ZANGRE Mariam	Femme	DCPP/DGESS
38	NAGACO Sylvain	Homme	DPPNF/ Oudalan
39	SAWADOGO Mohamed	Homme	DPEPPNF/ SENO
40	SANOU S.Serge	Homme	DREPPNF(Centre-Sud)
41	SAWADOGO Ousséni Francis	Homme	DREPPNF(Centre-Sud)
42	YELEMOU Cyriaque	Homme	Directeur Pays SF

Annexe 3 : Liens vers le contenu des médias

- Article publié par Lefaso.net : <https://lefaso.net/spip.php?article137421>
- Reportage réalisé par la **Radiotélévision du Burkina (RTB)**, la télévision nationale du Burkina Faso : <https://www.facebook.com/share/v/165bdnUeXG/>



Entretien avec la presse